

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

2 OCTOBRE 2025

La Global Sumud Flotilla, composée de 44 navires et près de 500 participant·es issu·es d'une quarantaine de pays, transportait nourriture, lait infantile, filtres à eau et médicaments à destination de Gaza. Dix-neuf Suisses, en majorité romands, faisaient partie de l'expédition.

Un convoi pacifique et non violent, comme le prouvent les images de l'interception, dont les participant·es se sont engagé·es à une conduite non violente. Celles et ceux-ci avaient été formé·es à réagir de manière appropriée, c'est-à-dire de manière strictement pacifiste, en cas d'interception.

« L'objectif n'était pas seulement d'acheminer une aide humanitaire, mais de montrer au monde que ce blocus est illégal et doit être brisé. Le fait d'avoir pu atteindre une distance aussi proche des côtes de Gaza, ce qui n'était jamais arrivé, est déjà une réussite en soi », explique Hicham El Ghaoui, président de l'association Waves of Freedom et médecin valaisan.

« Israël sait que cette flottille est légale, que le droit international est de notre côté. Les Nations unies ont déclaré la famine à Gaza et la Cour pénale internationale a rappelé qu'il ne fallait pas entraver l'aide humanitaire. Tel-Aviv sait que son action est illégale, mais agit en toute impunité », ajoute-t-il.

Les forces navales israéliennes ont intercepté la flottille dans les eaux internationales, à environ 100 kilomètres au large de Gaza. « Cette opération est illégale et injustifiable », poursuit Hicham. « Nous étions en lien permanent avec tous les bateaux jusqu'au dernier moment. Puis les forces israéliennes ont utilisé des brouilleurs pour couper les radios et internet. Sur certains navires, les soldats sont montés directement à bord et ont détruit les caméras. Nous avons encore des images des minutes précédant l'interception, où l'on voit les militaires arriver et casser le matériel. Ensuite, tout s'est éteint. »

La flottille transportait entre 100 et 150 tonnes de matériel humanitaire – l'équivalent de trois camions. « Ce n'est pas énorme, mais l'essentiel est ailleurs : c'est un symbole. Tout est bloqué par la terre et par les airs, il ne reste que la mer. Nous avons montré que la liberté de naviguer dans les eaux internationales est bafouée. »

Face à la situation, Hicham estime que « les autorités chercheront surtout à expulser rapidement les participant·es, car la pression est forte : syndicats, dockers, organisations civiles se mobilisent dans toute l'Europe pour faire pression sur les gouvernements ».

Protection juridique et rôle des avocat·es

Tous les participant·es de la délégation suisse sont représenté·es par des avocat·es basé·es en Suisse, sous la coordination de Waves of Freedom Switzerland. Une liste officielle des participant·es et de leurs représentant·es légaux a été transmise au DFAE

Tout au long de la mission, les avocat-es suisses ont pris contact avec le DFAE ainsi qu'avec les ambassades suisses en Israël, en Grèce, en Jordanie et dans d'autres pays concernés, afin de demander la protection des participant-es et de veiller à ce que toutes les mesures diplomatiques et juridiques nécessaires soient mises en oeuvre pour garantir leurs droits et leur sécurité.

Les représentant-es légaux font office de principaux points de contact pour les autorités suisses et sont en communication continue avec les familles des participant-es de la délégation suisse.

Adalah, le groupe d'avocat-es indépendant basé à Haïfa et spécialisé dans la défense des droits de la minorité arabe en Israël, assure la défense de l'ensemble des participant-es. Or, le 2 octobre à 14h45, Adalah a dénoncé que ses avocat-es avaient été empêché-es d'accéder aux participant-es. Des audiences de détention et d'expulsion ont été entamées directement au port d'Ashdod, sans prévenir les avocat-es et en refusant aux participant-es toute assistance juridique.

Le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) a confirmé être en contact avec les autorités israéliennes après l'interception de la Flottille Sumud. Selon les informations transmises, les personnes arrêtées devraient être conduites au port d'Ashdod pour des formalités administratives. L'ambassade suisse à Tel Aviv cherche à obtenir au plus vite des précisions sur l'identité et le lieu de détention des citoyennes et citoyens suisses concerné-es, et une visite consulaire sera organisée dès que l'autorisation aura été accordée.

Le DFAE rappelle par ailleurs que son assistance consulaire est encadrée par la Loi sur les Suisses de l'étranger. Dans ce cadre, il peut intervenir pour veiller au respect des conditions de détention et des garanties procédurales, mais il n'a pas compétence pour obtenir des mises en liberté ni interférer dans les procédures judiciaires locales. En cas d'urgence, la Helpline du DFAE reste accessible 24h/24 et 7j/7.

La Global Sumud Flotilla a dénoncé un enlèvement illégal, qualifié de crime de guerre en droit international. Intercepter des navires humanitaires en eaux internationales, refuser l'accès à une défense juridique et dissimuler le sort des personnes arrêtées aggravent encore cette violation.

À titre de comparaison, le président sud-africain Cyril Ramaphosa a immédiatement dénoncé l'interception comme une atteinte grave au droit international. Il a exigé la libération de ses ressortissant-es ainsi que la livraison de l'aide humanitaire transportée par la flottille à Gaza. Il a rappelé que l'interception dans les eaux internationales viole la souveraineté des États dont les navires battaient pavillon et qu'elle contrevient à une injonction de la Cour internationale de justice, qui stipule que l'aide humanitaire doit pouvoir circuler sans entrave.

Face à cette clarté, la position du DFAE et de notre gouvernement apparaît timorée et insuffisante. Limiter la réponse suisse à des contacts administratifs ou à un rappel des limites de l'assistance consulaire ne répond pas à la gravité de la situation. Les autorités suisses doivent affirmer sans ambiguïté que l'interception de la Global Sumud Flotilla est illégale, qu'elle constitue une violation du droit international et des droits humains fondamentaux, et qu'elle appelle des sanctions.

Nous attendons de la Suisse une position similaire à celle de l'Afrique du Sud : ferme, explicite et courageuse. Elle doit condamner l'interception illégale dans les eaux internationales et défendre activement le respect du droit international ainsi que la protection effective de ses citoyen·nes.

Délégation suisse

Les bateaux suisses, ainsi que deux autres bateaux accueillant des participant·es suisses, rassemblent l'ensemble de la délégation helvétique. Celle-ci était répartie sur 9 bateaux.

La délégation comprend :

- 19 citoyen·nes suisses
- 3 résident·es en Suisse,
- ainsi que 13 participant·es internationaux ayant rejoint l'équipage suisse.

Répartition par canton (citoyen·nes et résident·es suisses)

- 2 Berne
- 2 Neuchâtel
- 1 Argovie
- 8 Vaud
- 3 Tessin
- 6 Genève

La situation actuelle de la flottille au niveau de la délégation suisse (participant·es)

Les navires suivants ont été confirmés comme ayant été interceptés illégalement :

- Aurora
- Free Willy
- Captain Nikos
- Grande Blu
- All in

Les navires suivants ont perdu le contact il y a plusieurs heures et sont présumés avoir été interceptés illégalement :

- Vangelis
- Wahoo
- Mango
- Selviaggia

Porte-paroles

Hicham El Ghaoui 076 732 92 42
Annie Serrati 078 690 10 82
Leïla Kamel 079 549 58 45

@waves_of_freedom_switzerland
@globalmouvementtogaza.swiss



PRESS RELEASE

OCTOBER 2nd 2025

The Global Sumud Flotilla, comprising 44 ships and nearly 500 participants from around 40 countries, was transporting food, infant formula, water filters, and medical supplies to Gaza. Nineteen Swiss citizens, mainly from French-speaking Switzerland, participated in the expedition.

It was a peaceful and non-violent convoy, as evidenced by the images of the interception, with participants committed to non-violent conduct. They had been trained to respond appropriately, i.e., in a strictly pacifist manner, in the event of interception.

“The aim was not only to deliver humanitarian aid, but to show the world that this blockade is illegal and must be broken. The fact that we were able to get so close to the coast of Gaza, which had never happened before, is already a success in itself,” explains Hicham El Ghaoui, president of the Waves of Freedom association and a doctor from Valais.

“Israel knows that this flotilla is legal, that international law is on our side. The United Nations has declared a famine in Gaza, and the International Criminal Court has reiterated that humanitarian aid must not be obstructed. Tel Aviv knows that its actions are illegal, but acts with impunity,” he adds.

Israeli naval forces intercepted the flotilla in international waters, about 100 kilometres off the coast of Gaza. “This operation is illegal and unjustifiable,” Hicham continues. “We were in constant contact with all the boats until the last moment. Then the Israeli forces used jammers to cut off radio and internet communications. On some ships, soldiers boarded directly and destroyed the cameras. We still have images from the minutes before the interception, showing the soldiers arriving and breaking the equipment. Then everything went dark.”

The flotilla was carrying between 100 and 150 tons of humanitarian aid—the equivalent of three trucks. “It's not a huge amount, but that's not the point: it's a symbol. Everything is blocked by land and air, so the only option left is the sea. We have shown that the freedom to navigate in international waters is being violated.”

Given the situation, Hicham believes that “the authorities will seek above all to expel the participants quickly, because the pressure is strong: trade unions, dockers, and civil organisations are mobilising across Europe to put pressure on governments.”

Legal protection and the role of lawyers

All participants in the Swiss delegation are represented by lawyers based in Switzerland, coordinated by Waves of Freedom Switzerland. An official list of participants and their legal representatives has been sent to the Federal Department of Foreign Affairs (FDFA).

Throughout the mission, Swiss lawyers have been in contact with the FDFA and Swiss embassies in Israel, Greece, Jordan, and other relevant countries to request protection for the participants and ensure that all necessary diplomatic and legal measures are taken to guarantee their rights and safety.

The legal representatives serve as the primary points of contact for the Swiss authorities and maintain constant communication with the families of the Swiss delegation participants.

Adalah, the independent group of lawyers based in Haifa and specialising in defending the rights of the Arab minority in Israel, is defending all of the participants. However, at 2:45 p.m. on October 2nd, Adalah reported that its lawyers had been prevented from accessing the participants. Detention and deportation hearings were held directly at the port of Ashdod, without notifying the lawyers and denying the participants any legal assistance.

The FDFA confirmed that it was in contact with the Israeli authorities following the interception of the Sumud flotilla. According to the information provided, those arrested are to be taken to the port of Ashdod for administrative formalities. The Swiss embassy in Tel Aviv is seeking to obtain details as soon as possible on the identity and place of detention of the Swiss citizens concerned, and a consular visit will be arranged as soon as authorisation has been granted.

The FDFA also points out that the Swiss Abroad Act governs its consular assistance. In this context, it can intervene to ensure that detention conditions and procedural guarantees are respected, but it has no authority to secure releases or interfere in local judicial proceedings. In the event of an emergency, the FDFA Helpline is available 24/7.

The Global Sumud Flotilla has denounced an illegal abduction, which is considered a war crime under international law. Intercepting humanitarian ships in international waters, denying access to legal defence, and concealing the fate of those arrested further aggravate this violation.

By way of comparison, South African President Cyril Ramaphosa immediately denounced the interception as a serious violation of international law. He demanded the release of his nationals and the delivery of the humanitarian aid carried by the flotilla to Gaza. He pointed out that the interception in international waters violates the sovereignty of the states whose ships were flying their flags and contravenes an injunction by the International Court of Justice, which stipulates that humanitarian aid must be able to circulate unhindered.

In light of this clarity, the position of the FDFA and our government appears timid and insufficient. Limiting Switzerland's response to administrative contacts or a reminder of the limits of consular assistance does not reflect the gravity of the situation. The Swiss authorities must unequivocally state that the interception of the Global Sumud Flotilla is illegal, constitutes a violation of international law and fundamental human rights, and warrants sanctions.

We expect Switzerland to take a position similar to that of South Africa: firm, explicit, and courageous. It must condemn the illegal interception in international waters and actively defend the observance of international law and the effective protection of its citizens.

Swiss delegation

The Swiss boats, along with two other boats carrying Swiss participants, made up the entire Swiss delegation. The delegation was spread across nine boats.

The delegation comprises:

- 19 Swiss citizens
- 3 Swiss residents,
- and 13 international participants who joined the Swiss crew

Breakdown by canton (Swiss citizens and residents)

- 2 Bern
- 2 Neuchâtel
- 1 Aargau
- 8 Vaud
- 3 Ticino
- 6 Geneva

Current situation of the flotilla in terms of the Swiss delegation (participants)

The following vessels have been confirmed as having been illegally intercepted:

- Aurora
- Free Willy
- Captain Nikos
- Grande Blu
- All in

The following vessels lost contact several hours ago and are presumed to have been illegally intercepted:

- Vangelis
- Wahoo
- Mango
- Selviaggia

Spokespeople

Hicham El Ghaoui 076 732 92 42
Annie Serrati 078 690 10 82
Leïla Kamel 079 549 58 45

@waves_of_freedom_switzerland
@globalmouvementtogaza.swiss